

Royaume du Maroc

Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Département de l'Energie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة
قطاع الطاقة والمعادن

Direction de l'Observation et de la Programmation

NOTE DE VEILLE DU SECTEUR ENERGETIQUE ET MINIER

(Informations du 30 janvier 2012)



Prix élevés du pétrole: des opportunités pour l'économie russe

(Sources : Ria Novosti)

Prix élevés du pétrole: des opportunités pour l'économie russe

Les prix élevés du pétrole permettront au gouvernement russe de prendre des mesures pour renforcer, protéger et réformer l'économie, estiment les experts du Fonds monétaire international (FMI). La conjoncture extérieure est favorable pour la Russie. L'escalade de la tension au Moyen-Orient contribue à l'augmentation du prix du baril. Mais comme le supposent les experts, cet effet géopolitique disparaîtra prochainement. De plus, en dépit du prix élevé du pétrole, la croissance de l'économie russe s'infléchit. Et en l'absence de réformes économiques, même le pétrole cher ne pourra pas assurer la stabilité économique.

Merci à l'Iran

"Les prix élevés du pétrole ouvrent à la Russie une "fenêtre d'opportunités" pour renforcer et protéger son économie", a déclaré jeudi Odd Per Brekk, chef de la représentation permanente du FMI en Russie, lors d'une conférence de presse à RIA Novosti.

Le gouvernement russe doit réaliser un ensemble de transformations économiques afin de profiter pleinement de l'opportunité qui se présente. Cela suppose le maintien de l'inflation dans l'intervalle de 3-5%, la diminution des dépenses budgétaires, l'amélioration du secteur financier, la création d'un climat d'investissement favorable et au final la réduction de la dépendance de l'économie vis-à-vis des exportations des matières premières. En d'autres termes, il faut mettre en œuvre l'idée de longue date du gouvernement russe – réaliser une modernisation générale de l'économie grâce à l'argent gagné sur la vente du pétrole et du gaz russes.

La situation dans le détroit d'Ormuz

La conjoncture extérieure est propice à une telle initiative: les experts du FMI prédisent que la suspension des exportations pétrolières en provenance d'Iran vers les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), suite aux sanctions des Etats-Unis et de l'Union européenne, provoquera une hausse des prix du pétrole de 20-30%. Et l'éventuelle fermeture du détroit d'Ormuz par Téhéran conduirait à une augmentation des prix encore plus importante.

Les experts russes sont très sceptiques quant aux perspectives de modernisation de l'économie.

Premièrement, la "fenêtre d'opportunités" est restée ouverte durant toutes les années 2000, mais aucune réforme économique n'a été mise en œuvre jusqu'à présent.

Deuxièmement, la conjoncture favorable pourrait ne pas durer. Comme le souligne Vitali Bouchouïev, directeur général de l'Institut de stratégie énergétique, le prix du pétrole est un indice déterminé par plusieurs facteurs. Il est déterminé par la demande de l'économie mondiale, l'état du marché financier, dont dépend la demande spéculative, et la situation géopolitique. Et à l'heure actuelle, sur les trois facteurs mentionnés, deux (l'économie et les finances) parlent plutôt en faveur d'une diminution des prix de l'or noir.

"Le ralentissement de l'économie mondiale détermine la diminution de la demande d'hydrocarbures", explique Igor Nikolaïev, directeur du département d'analyse stratégique de la société FBK. Rappelons que le FMI a récemment revu à la baisse les pronostics concernant l'économie mondiale. Les experts du fonds s'attendent à une baisse de la croissance économique, qui était de 3,8% en 2011, jusqu'à 3,3% en 2012. En d'autres termes, il ne faut pas compter sur la hausse de la demande du côté de l'économie.

En ce qui concerne la composante financière, les avis des experts divergent. Vitali Bouchouïev insiste sur le fait que les spéculateurs n'ont pas d'argent disponible, et c'est la raison pour laquelle il ne faut pas s'attendre à une hausse des investissements sur le marché à terme du pétrole. Boris Kagarlitski, directeur de l'Institut de la mondialisation et des mouvements sociaux, rejoint cet avis et fait remarquer que si la valeur actuelle de l'argent se maintient, le prix du baril ne dépassera pas 80 dollars.

Cependant, Vitali Krioukov, analyste de la société IDF Capital, déclare que l'offre monétaire augmentera grâce au fonctionnement de la planche à billets, qui est nécessaire à la stimulation anticrise de l'économie de la zone euro et conduira finalement à la hausse des prix des matières premières.

Toutefois, il existe un risque que cette hausse de prix soit accompagnée par la dévaluation de l'argent. "Le baril peut coûter 200 ou 300 dollars, mais le dollar ne vaudrait alors plus rien", pronostique Boris Kagarlitski.

Le pétrole n'est plus une bouée de sauvetage

Pour l'instant, la géopolitique est le seul facteur incontesté de la hausse des prix du pétrole. "A l'heure actuelle, la géopolitique contribue considérablement au maintien des prix élevés du pétrole, déclare Igor Nikolaïev. Les prix seraient différents sans les événements en Libye et sans l'escalade de la tension autour de l'Iran."

Hormis les deux pays mentionnés, l'Irak contribue également au maintien de la conjoncture pétrolière. "Les troupes américaines ont quitté le pays, la sécurité est très faible, et beaucoup d'entreprises implantées en Irak disent aujourd'hui vouloir quitter les projets irakiens", explique Vitali Krioukov.

Cependant, il ne faut pas surestimer l'influence de la géopolitique sur le prix de l'or noir. Les experts du FMI, qui prédisent une augmentation de 30% des prix si les sanctions contre l'Iran étaient adoptées, soulignent que les prix baisseraient progressivement grâce à l'augmentation des fournitures en provenance d'autres pays.

Les experts russes estiment que le facteur iranien conduira à une augmentation éphémère des prix de seulement 10-15%. "Lorsque les Européens prenaient la décision de boycotter le pétrole iranien, ils avaient déjà prévu quelles seraient les nouvelles sources permettant de compenser leurs besoins, explique Vitali Bouchouïev. Une partie sera apportée par l'Arabie saoudite grâce à ses réserves, le pétrole libyen commencera à être acheminé prochainement, et il y a également des fournitures en provenance d'autres régions d'Afrique. Cela compensera les 1,5 million de barils par jour fournis à l'Italie et la Grèce par l'Iran."

En ce qui concerne l'éventuel blocus de la navigation maritime dans le détroit d'Ormuz par l'Iran, ce risque, selon Vitali Bouchouev, a déjà été simulé par le marché.

Il ne faut donc pas s'attendre à la montée en flèche des prix du pétrole, cependant le prix du baril demeurera à un niveau qui permettra à l'économie russe de rester stable à moyen terme.

Quant aux réformes économiques, les experts interrogés par RIA Novosti ont déclaré à l'unanimité que leur absence ne s'expliquait pas par le manque d'argent, mais par l'absence de volonté politique du gouvernement. "Pendant dix ans la Russie avait une telle opportunité, car le pétrole se maintient à un niveau élevé depuis plus de dix ans, déclare Vitali Krioukov. Tout dépendra de la volonté politique. Il est déjà évident que la dépendance excessive de la Russie vis-à-vis des prix du pétrole pourrait nous conduire dans le gouffre à un moment donné."

Toutefois, même en l'absence de réformes, l'économie russe continuera de croître en 2012 – même à un rythme lent – de 3,3%, selon les prévisions du FMI. La question est de savoir combien de temps il sera possible de conserver cette croissance d'inertie.

Igor Nikolaïev attire l'attention sur un fait inquiétant: en dépit du prix élevé du pétrole, le rythme de la croissance de l'économie russe diminue. "Lorsque le prix du baril était à hauteur de 70-75 dollars, la croissance russe était de 7-8%, rappelle l'expert en citant les événements de 2007. Aujourd'hui, la croissance économique russe est plus basse tandis que le prix du pétrole est nettement plus élevé."

L'expert rappelle que cette année le gouvernement russe comptait atteindre une croissance du PIB de 4% si le baril valait 75 dollars, mais cette croissance a été possible avec un prix annuel moyen du baril de 109 dollars. Cela est dû à la surcharge des obligations sociales, aux dépenses militaires et aux projets de grande envergure. De plus, comme le souligne Boris Kagarlitski, au cours des cinq dernières années on constate une diminution de l'efficacité de la gestion gouvernementale dans beaucoup de secteurs. Or, les domaines clés de l'économie russe, tels que le secteur énergétique, sont contrôlés par l'État. "Le prix élevé du pétrole n'est plus suffisant. Nous nous approchons du seuil au-delà duquel cela cessera de nous assurer un développement relativement stable", conclut Igor Nikolaïev.

Le FMI trouve l'Algérie "vulnérable" à une baisse du pétrole

(Sources : FMI)

Le Fonds monétaire international a prévenu vendredi l'Algérie que son budget était "vulnérable" à une éventuelle baisse des prix du pétrole, qui aurait des conséquences profondes sur l'économie du pays.

Dans un résumé de son rapport annuel sur l'économie algérienne, le FMI a indiqué qu'il tablait sur une accélération de la croissance à 3,1% en 2012, après 2,5% en 2011.

"A moyen terme, les cours du pétrole qui, selon les prévisions, devraient être relativement élevés, devraient maintenir un solde extérieur positif et des recettes budgétaires importantes", a-t-il expliqué.

"L'orientation budgétaire expansionniste de ces dernières années a cependant rendu la situation budgétaire vulnérable aux fluctuations des cours du pétrole, le prix permettant d'équilibrer le budget étant aujourd'hui légèrement supérieur à 100 dollars le baril", a déploré l'institution.

Dans ses prévisions mondiales, le FMI part de l'hypothèse d'un baril à 99 dollars en moyenne en 2012.

En Algérie, "d'importants risques baissiers émergeront en cas de dégradation de la situation économique internationale et d'un repli prolongé des cours du pétrole, [...] ce qui entraînera vraisemblablement une réduction forcée des investissements publics et se traduira par un fléchissement de la croissance et une hausse du chômage", a-t-elle ajouté.

Le FMI recommande au gouvernement "de diversifier l'économie, d'améliorer le climat des affaires, de faire reculer le chômage et de réduire les vulnérabilités à moyen terme". "L'investissement public devant jouer un rôle moins dynamique dans l'économie, le secteur privé devra devenir un moteur plus puissant de croissance et de création d'emplois", a-t-il rappelé.

Selon le FMI, les recettes de l'Etat issues du pétrole devraient représenter 24,8% du produit intérieur brut en 2012, en baisse par rapport aux 27,4% de 2011. Par conséquent, le déficit budgétaire se creuserait à 6,0% du produit intérieur brut, contre 4,0% l'année précédente.

Marché pétrolier et gazier : Le rôle déconcertant du Qatar

(Sources : El Watan)

En dépit des assurances données par le ministre des Affaires étrangères dans une interview qu'il a accordée au Quotidien d'Oran, la semaine dernière, le déplacement à plusieurs reprises du président de la République au Qatar déroute sur le rôle que joue ce pays dans la gestion de la crise dans le monde arabe.

Pourquoi ? Il vient d'abriter, encore une fois, du 4 au 8 décembre 2011, un événement majeur de réputation mondiale pour les industriels du pétrole et du gaz. C'est pour la première fois que le Congrès mondial du pétrole se tient au Moyen-Orient depuis sa création en 1933. Plus de 5000 délégués, représentant près de 60 pays, y ont participé. On aura remarqué, durant cette session, que le Qatar n'a pas raté l'occasion de jouer la carte du gaz, le présentant comme une offre pouvant contribuer à surmonter les difficultés liées à l'approvisionnement en pétrole. Ceci permettra, selon ses délégués venus en force, de résoudre les problèmes inhérents à la crise dans les pays arabes. Bien que ces assises aient soulevé la problématique des sources alternatives, comme les énergies renouvelables, le charbon, le gaz non conventionnel, la répercussion du printemps arabe sur la production et l'offre en général de l'énergie, le Qatar, en tant que pays organisateur, n'a pas raté l'occasion de faire un travail de coulisse pour la mise en œuvre de ses intentions de ratisser large sur le marché du gaz.

En effet, les conclusions du 1er sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), qui s'est tenu à Doha les 15 et 16 novembre en présence de chefs d'Etat, ont été simplement des ronrons, eu égard à la problématique générale de la commercialisation du gaz naturel dans le monde. La poignée de main entre Bouteflika et Abdeljalil de Libye sous «les bons soins» du Cheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, a été plus médiatisée et semble plus importante que le contenu des points inscrits à l'ordre du jour.

Certes, on ne peut pas parler d'échec, mais ce sommet n'était pas une réussite non plus, il peut être considéré comme un non-événement pour au moins trois raisons :

- 1- les douze membres permanents et les trois observateurs du forum ont tous privilégié leurs intérêts économiques et aucun compromis n'apparaît clairement, sinon les fondamentaux de la commercialisation du gaz, à savoir le contrat à long terme et l'indexation du prix du gaz sur celui des autres produits pétroliers concurrents. Or ces deux paramètres commerciaux sont plus en faveur des gros producteurs que du reste des membres. Le tableau ci-après donne les réserves/ production et la durée de vie).

Nous constatons que le Qatar, la Russie et l'Iran représentent à eux seuls plus de 79,4% des réserves de l'ensemble des pays du forum, les 12 restants, y compris les observateurs, ne pèsent à peine qu'un peu plus de 20%. Ce chiffre peut être porté à 53,2% comparé aux réserves prouvées dans le monde. Les réserves de tous ces pays réunis pèsent plus de 70% des réserves mondiales, ils assurent 40% de la production et près de 60% des exportations. L'objectif donc de ces gros producteurs est la recherche de débouchés garantis pour placer leur gaz quitte à casser le prix comme l'a déjà fait la Russie ;

- 2- la question du contrat à long terme et celle de l'indexation du prix du gaz sont d'actualité depuis le milieu des années 1950, donc le forum ne ramène rien de nouveau au marché ;
- 3- le prix du gaz naturel, sous l'effet de la dérégulation aux Etats-Unis et au Royaume-Uni dans les années 1980 et depuis quelques années sur le continent américain, va certainement changer l'avenir et l'image de l'évolution passée du marché gazier. C'est de cette évolution que seront sans doute plus sensibles les transactions sur le marché que l'influence d'un cartel quelconque. Il faut souligner, par ailleurs, que

l'OPEP le fait d'une manière indirecte au gaz. Le FPEG n'est en fait qu'un groupe de concertation, de collaboration d'échange de données et surtout d'expérience. Pour donner un ordre de grandeur, on peut retenir ce qui suit : pour un brut à 60\$ le baril, le gaz se vendrait aux environs de 3\$ MMbtu(1) ; pour un baril à 100\$, le prix du gaz se situerait autour de 12\$ MMbtu. Aujourd'hui, il est dans cette zone et montre que l'évolution des prix du brut est intimement liée à celui du gaz dans le marché mondial.

Pourtant, de ce statut du FPEG, les observateurs s'attendaient de ce premier sommet de Doha à des montages de partenariat, de création d'instruments de capitalisation, de consolidation d'expérience et de formation. Mais aucune de ces questions n'a été sérieusement examinée. Par contre, chacun surveille l'autre sans engagement et surtout en gardant jalousement sa part de marché. Les grands exportateurs comme l'Iran, la Russie et le Qatar tentent d'imposer leurs idées d'exporter au maximum et de garantir des débouchés sûrs et stables, donc d'orienter tous les membres vers des contrats à long terme qui, logiquement, les arrangent pour diversifier leur clientèle afin de rester puissants sur le marché gazier.

En d'autres termes, une forme de leadership comme le fait l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP. Ils se doivent de rester compétitifs, non seulement par rapport aux autres sources d'énergie, mais aussi aux autres pays. Le Qatar spécialement vise l'Europe de l'Ouest pour chasser sur les terres de l'Algérie. A la limite, la Russie et l'Iran se contentent de leurs marchés traditionnels. Le premier, par exemple, s'est toujours intéressé à l'Europe de l'Est et celle du Nord. L'Algérie et les autres petits producteurs cherchent à défendre le prix de vente de leur gaz et les indexer aux produits concurrents et à en tirer le maximum possible pour le développement de leurs pays respectifs. Ils ne pourront pas le faire avec des contrats à long terme dans lesquels le prix et les formules de leur révision sont fixées à l'avance. Comment ?

La genèse des contrats à long terme

Au début des échanges gaziers sur de longues distances, en particulier aux Etats-Unis et en Europe, un réseau s'était développé pour permettre les importations en provenance de l'Algérie, la Russie, la Norvège et les Pays-Bas. Dans le même temps, des échanges par gaz naturel liquéfié (GNL) vont se mettre en place en Asie pour alimenter les anciennes centrales électriques au pétrole du Japon. Le Canada a alimenté les USA. La pérennité de ces échanges nécessitait de gros investissements de transport très lourd avec des unités de référence : le milliard de dollars de cette époque. Donc, il fallait trouver un cadre rassurant aussi bien pour l'acheteur que pour le vendeur.

La solution est sans doute le contrat à long terme. Ses principales caractéristiques sont d'abord un engagement sur une durée allant de 20 à 25 ans, des obligations d'enlèvement minimal et de paiement de la part de l'acheteur suivant une clause dite (take or pay), de fourniture de la part du vendeur et un prix indexé sur les énergies concurrentes. En Europe par exemple, cette indexation se faisait essentiellement sur les fuels lourds et domestiques dans la mesure où le gaz naturel est en concurrence principalement dans le secteur industriel et commercial. En Asie, par contre, le choix est porté sur le pétrole brut qui était l'énergie largement utilisée dans les centrales électriques dans les années 1970.

La pratique actuelle

La dérégulation du marché gazier, initiée aux Etats-Unis puis au Royaume-Uni et maintenant en Europe, a largement remis en cause ce système car elle vise deux objectifs :

- 1- maintenir un opérateur unique pour la gestion du transport et de la distribution de façon à ne pas dupliquer les réseaux ;
- 2- ouvrir l'achat et la vente du gaz à la concurrence.

Il en résulte une moins bonne visibilité sur le long terme par rapport à l'existence d'un opérateur unique par région ou par pays. En effet, la concurrence ne permet plus de savoir avec précision ce que sera pour chacun des opérateurs la demande dans 5 ans et encore moins dans 10 ans. L'idée de s'engager dans les contrats à long terme devient ainsi plus risquée. Donc, la première conséquence de la dérégulation est la réduction des contrats de 10 et moins contre celui de 20 et plus qui se faisait auparavant. La deuxième conséquence de ce processus est l'émergence d'un marché «spot» du gaz naturel qui permet des échanges ponctuels au jour le jour dans les principaux nœuds, qu'on qualifie couramment de «hub». On peut citer le Henry Hub aux Etats-Unis, le National Balancing Point (NBP) en Angleterre, Zeebrugge en Belgique et le Title Transfert facility (TTF) aux Pays-Bas.

La pratique en perspective

Le marché européen, qui intéresse plus particulièrement l'Algérie, se trouve dans une situation duale. Avec, d'un côté, les prix spot sur le marché britannique, et de l'autre, les prix influencés par les produits pétroliers dans le continent. Le gazoduc reliant la Belgique à l'Angleterre joue désormais d'arbitre entre les deux prix. La tendance est donc vers des nouveaux délais contractuels sur le marché du gaz ne dépassant pas les dix ans et la clause «take or pay» laissera la place au «take or release» avec la possibilité justement de vendre les excédents sur le marché spot dont le prix de référence dépend de l'équilibre de l'offre et de la demande.

La vraie question que le forum aurait pu examiner est : à quand un prix mondial du gaz naturel et sa transformation en prix directeur de l'énergie ? N'a-t-on pas reconnu que le gaz est l'énergie du troisième millénaire ? Il aurait pu aussi accentuer sur la problématique de la prééminence du gaz naturel sur le pétrole comme énergie directrice.

Et l'Algérie dans tout cela ?

L'Algérie investit depuis 1963 dans des infrastructures diverses : recherche, extraction, transport, liquéfaction et traitements divers. Son objectif est la valorisation de son gaz et ne trouve nullement son compte dans ces assises. Elle maîtrise les quatre procédés de liquéfaction et dispose des unités pour cela. Tout le pôle oranais est dédié à ce genre d'activité dont la première unité de liquéfaction (Camel) a été lancée en 1964. Elle s'est fortement expérimentée dans les différents modes de transport et dispose de filiales spécialisées pour cela. Des sommes considérables ont été investies dans les infrastructures portuaires. Ces efforts ont fait d'elle et à travers elle, sa société nationale Sonatrach, la première compagnie en Afrique, classée 12e dans le monde. Elle est le 4e exportateur mondial de GNL, 3e en GPL et 5e en gaz naturel.

Ce palmarès devra l'encourager et l'inciter à fréquenter des forums à la recherche des voies et des moyens pour :

- 1- monter des partenariats pour vendre son savoir-faire et lancer les jalons de l'après-pétrole ;
- 2- transformer son gaz pour créer de la valeur ajoutée ;
- 3- tenter de s'intégrer dans la distribution du gaz en Europe ;
- 4- vendre là où le prix est le plus haut pour valoriser son gaz et non le brader quitte à le laisser dans le sous-sol.

Il faut souligner, par ailleurs, que de nombreuses études ont annoncé le pic-oil dans les dix années à venir. Il pourrait avoir pour effet de favoriser une utilisation de plus en plus concentrée du pétrole brut dans son débouché naturel, c'est-à-dire le secteur du transport. Le gaz naturel au contraire «s'épanouit» dans l'ensemble des secteurs domestiques, industriels, production d'électricité et de façon certes plus modérée : le transport (gas-to- liquid par la filière Fischer Tropsch), et cela sans compter bien entendu sa rareté puisque les réserves vont en diminuant si l'on croit Hubbert. (2)

Le gaz naturel aura ainsi une certaine légitimité pour devenir la référence du marché. L'Algérie devra donc éviter de perdre son temps dans des réunions de ce genre et tenir compte de ces nouvelles données pour asseoir une stratégie à même de lui permettre de garantir un avenir pour les générations futures et surtout de ne pas s'écarter de ses fondamentaux.



Du gaz norvégien en Ukraine ?

(Sources : Ria Novosti)

L'Ukraine et la Norvège étudient officiellement la possibilité d'établir un contrat de fourniture de gaz.

Kiev, qui tente depuis plusieurs mois de renégocier ses contrats gaziers avec la Russie, aimerait diversifier ses approvisionnement, a indiqué en fin de semaine dernière l'agence de presse officielle Ukrinform.

La Norvège, qui possède d'importantes réserves de gaz, pourrait les vendre à l'Ukraine, mais l'absence de gazoduc entre les deux pays risque d'engendrer des prix élevés, le transport par voie maritime ou routière étant onéreux.

Production de charbon: +30% d'ici 2030 (Poutine)

(Sources : Ria Novosti)

La production de charbon en Russie augmentera d'ici 2030 de 100 millions de tonnes, à 430 millions de tonnes par an (+30%), a déclaré lundi le premier ministre Vladimir Poutine.

"Nous projetons actuellement un paquet de mesures qui permettra d'augmenter la production de charbon d'ici 2030 de 100 millions de tonnes, atteignant ainsi un niveau d'extraction de 430 millions de tonnes", a indiqué le chef du gouvernement lors d'une conférence consacrée au développement de la filière du charbon qui s'est tenue à Kemerovo (Sibérie occidentale).

Selon M.Poutine, la Russie a produit 336 millions de tonnes de charbon en 2011.

Matières premières : l'alliance des industriels allemands

(Sources : AFP)

La fédération de l'industrie annonce la création d'une «alliance» chargée de repérer des gisements, de les évaluer et d'offrir à ses membres une participation à l'exploitation, afin d'assurer un approvisionnement suffisant notamment en terres rares.

L'industrie allemande, soucieuse de son approvisionnement futur, a annoncé lundi, via sa fédération, le BDI, la création d'une entreprise baptisée « Alliance pour la sécurisation des matières premières ».

Les fondateurs sont douze grandes entreprises allemandes, parmi lesquelles des géants de la chimie (BASF, Bayer, Wacker Chemie), de l'automobile (BMW, Daimler), de la sidérurgie (ThyssenKrupp, Stahl-holding-Saar), ou encore Bosch. Elles ont été conseillées par les cabinets Boston Consulting Group, Egon Zehnder, Hogan Lovells et PricewaterhouseCoopers.

Le but de l'initiative est de repérer très en amont les projets d'exploration à l'étude dans le monde, d'y participer, d'évaluer les gisements et éventuellement d'offrir aux entreprises membres des participations à leur exploitation.

Assurer l'approvisionnement notamment en terres rares

Il s'agit pour les membres de s'assurer un approvisionnement suffisant en matières premières et notamment en terres rares, ces composants indispensables à l'industrie, notamment high-tech. Les industriels allemands s'estiment en retard par rapport à leurs concurrents chinois, qui ont déjà mis la main sur de nombreux gisements en Asie, en Afrique ou en Amérique du Sud.

Selon un sondage publié mi-janvier par la fédération des chambres de commerce et d'industrie, la moitié des sociétés interrogées estiment leur approvisionnement en matières premières « critique ».

L'initiative s'inscrit dans le plan du gouvernement, qui a fait du sujet une de ses priorités. La chancelière Merkel a signé l'an dernier des contrats avec la Mongolie, qui possède des gisements gigantesques, et la Russie, par exemple.

L'Alliance est ouverte à d'autres acteurs, qu'ils soient issus de l'industrie ou de la finance. Elle est dirigée par Dierk Paskert, 50 ans, qui vient d'E.ON Energie.

Ruée vers l'or en Chine

(Sources : China Daily)

Les ventes d'or connaissent actuellement une croissance exponentielle en Chine.

A titre d'exemple, lors des dernières festivités du nouvel an fin janvier, période durant laquelle s'effectue la majorité des achats d'or, les ventes ont progressé de 57% par rapport à 2011, rapporte le China Daily.

Incités depuis le début de la crise financière par les autorités à privilégier les achats d'or aux actifs libellés en monnaie étrangère, les citoyens ont montré leur intérêt grandissant pour ce métal, de plus en plus considéré comme un investissement sécurisé.

Alors qu'elles se sont établies à 750 tonnes en 2011, les transactions pourraient atteindre 955 tonnes en 2020, propulsant la Chine au premier rang mondial des consommateurs d'or, devant l'Inde.

Le géant du cuivre kazakh atteint ses objectifs

(Sources : Kazakhmys)

Kazakhmys, le plus grand producteur de cuivre au Kazakhstan, vient d'annoncer une production de 300.000 tonnes pour 2011, soit 90% de celle du pays. Il possède 17 mines sur place.

La compagnie, cotée aux bourses de Londres, du Kazakhstan et de Hong Kong, produit également du zinc (140.000 tonnes en 2011), de l'argent (13 millions d'once en 2011) et de l'électricité. L'ensemble de ces résultats sont en baisse par rapport à ceux de l'année précédente, mais correspondent, selon le directeur Oleg Novachuk, « à tous les objectifs de production annoncés par la société ».

Pour 2012, la production devrait stagner mais en 2015, Kazakhmys prévoit de lancer ses deux nouveaux projets de mines de cuivre, Aktogay et Bozshakol.